



# Recueil de fiches expériences

Année 2019

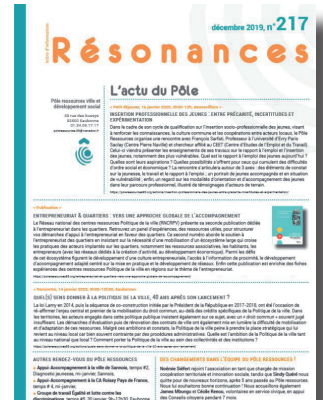
# PRÉAMBULE

Le Pôle ressources ville et développement social consacre chaque mois la 3ème page de sa lettre d'information Résonances à la valorisation d'une expérience locale en lien avec la Politique de la ville, et plus largement avec le développement social et territorial.

Sous forme d'articles, ces fiches expériences restituent les échanges issus d'interviews menées auprès de porteurs de projet. Elles rendent compte d'une démarche inscrite dans le temps : genèse, partenariats engagés, forces et/ou difficultés ayant pu être rencontrées, perspectives.

Les articles s'attachent à varier les thèmes, les porteurs de projets - collectivités territoriales, associations, institutions, bailleurs sociaux... -, ainsi que les territoires d'action, tout en donnant à voir la diversité et la richesse des initiatives, ainsi que le dynamisme à l'oeuvre et la capacité à innover face aux défis rencontrés.

**L'ensemble des articles réalisés cette année 2019 - par Guillaume Dejardin, Caroline Dumand, Solène Huberson, Sindy Quéré -, est regroupé au sein de ce recueil.**



Les publications du Pôle ressources, dont les fiches expériences, sont par ailleurs toutes disponibles et téléchargeables librement sur le site :

[www.poleressources.95.org](http://www.poleressources.95.org)



# SOMMAIRE



## Janvier

- Être mère aujourd'hui : une démarche pour favoriser la place des femmes au sein de la cité, Municipalité de Taverny ; p 4

## Février

- Une boutique éphémère pour faciliter le recrutement de jeunes sans CV de 16 à 25 ans, Mission locale de la vallée de Montmorency ; p 6

## Mars

- Plaisir d'apprendre, un projet de prévention du décrochage scolaire concerté, Municipalité de Goussainville ; p 8

## Avril

- Les « kawaa » : un outil d'animation au service de liens, Fédération des centres sociaux du Val d'Oise ; p 10

## Mai

- Poser les jalons d'une approche territoriale commune, par le biais d'une démarche évaluative, Argenteuil / EPT Boucle Nord de Seine ; p 12

## Juin/juillet

- L'embellissement de halls d'immeuble par le conseil citoyen, avec l'appui d'un volontaire en service civique, Municipalité de Persan ; p 14

## Août/septembre

- La Ressourcerie IMAJ : une éco-activité en ACI au service du développement territorial et de ses habitants, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France ; p 16

## Octobre

- L'expérimentation d'une coopérative de jeunes majeurs, Communauté d'agglomération Roissy Pays de France, les Francas 95 et Coopaname ; p 18

## Novembre

- Des ateliers d'initiation pour sensibiliser le jeune public à l'urbanisme et à l'architecture, CAUE du Val d'Oise, bailleur AB Habitat, Municipalité d'Argenteuil ; p 20

## Décembre

- Coopérative d'acteurs nutrition : de la compréhension des habitudes alimentaires à la co-construction d'actions avec et pour les habitants, Délégation départementale de l'ARS ; p 22

## Taverny

# ÊTRE MÈRE AUJOURD'HUI : UNE DÉMARCHE POUR VALORISER LA PLACE DES FEMMES AU SEIN DE LA CITÉ

La ville de Taverny mène depuis 2017 diverses actions pour valoriser la place des femmes et promouvoir l'égalité femmes/hommes, notamment dans le cadre de la Politique de la ville. Zoom sur la démarche artistique « être mère aujourd'hui », menée de 2017 à 2018.

L'égalité entre les femmes et les hommes est un sujet prégnant, qui bénéficie à Taverny d'un portage politique fort. En 2017, la ville a soutenu plusieurs actions dédiées à cette question. Pour exemple, une sensibilisation aux stéréotypes de genre a été conduite auprès d'un public de niveau CM1- CM2, par le biais de la création d'un vidéo clip, avec, en amont, des temps de répétition pour la mise en scène et l'apprentissage des paroles, suivi du tournage, réalisé avec l'appui d'un professionnel. En accompagnement de cette vidéo, il leur a été proposé de réaliser des dessins sur l'égalité fille-garçon et les stéréotypes, permettant ainsi aux enfants de s'exprimer sur la façon de construire son identité sans préjugés, ou encore d'élargir leurs horizons en termes de choix professionnels.

### Un projet pour valoriser les femmes et soutenir leur engagement citoyen

En septembre 2017, à l'initiative d'un groupe de femmes de l'association Move@taverny, située dans le quartier prioritaire les Pins, un nouveau projet émerge, porté par le service Politique de la ville de la municipalité, et soutenu financièrement par le bailleur social Osica ainsi que la Caf du Val d'Oise sur l'aspect parentalité. En effet, ces femmes, qui se réunissent régulièrement pour des activités associatives autour de la pratique sportive et du bien-être, qui participent aux manifestations organisées sur le quartier, comme les fêtes de quartier avec le conseil citoyen, évoquent le souhait de faire partager leurs opinions, leurs difficultés et aspirations quant à leur rôle de mère et de femme. Elles parlent notamment des difficultés qu'elles rencontrent parfois en lien avec l'éducation de leurs enfants, de leur place en tant que femme au foyer, au sein du quartier... Elles veulent faire passer un message, convaincues que les mères constituent un maillon essentiel de la vie de la cité, en termes de lien social, pour lutter contre des problématiques comme l'isolement social ou l'enfermement communautaire... Néanmoins, le projet connaît quelques difficultés au démarrage. Emeline Torremocha, cheffe de projet Politique de la ville, explique : *la mobilisation du public des quartiers prioritaires s'est avérée finalement assez difficile, car certaines des femmes à l'initiative du projet n'ont finalement pas pu s'y impliquer, d'une part, et parce que le projet, qui nécessitait d'écrire et surtout de monter sur scène, a pu intimider et freiner la participation de certaines, d'autre part.* In fine, ce sont 13 femmes, dont 3 du quartier prioritaire les Pins, qui participent à la démarche.

### **Des ateliers d'expression scénique pour témoigner...**

Afin d'accompagner les femmes à apporter leurs témoignages sur leur place et rôle au sein de la société, et permettre à celles-ci de valoriser leur travail devant un public, la ville sollicite Clémence Fitté, metteuse en scène et comédienne. Celle-ci a déjà, par le passé, animé des ateliers sur le thème des droits des femmes dans la ville de Saint-Ouen (93). Elle propose alors de mener des séances, basées sur une double expression scénique, c'est-à-dire passant de l'écriture - appelant des temps de silence, de concentration sur soi et d'intimité -, à la lecture des textes à voix haute -, ce qui nécessite un travail sur l'engagement du corps et la parole. Ces ateliers visent à créer une dynamique de groupe par le partage de ces textes. L'objectif était de réaliser une sorte d'auto-portrait, par le biais de la rédaction d'un texte, autour d'une thématique différente à chaque atelier : « qu'est-ce qu'être mère aujourd'hui ? », « comment je me vois par rapport à mes enfants », ou encore « les climats de ma vie », chacun étant prétexte à créer des temps d'échanges. *Il convient de souligner qu'un des axes forts du projet, à travers la mise en lumière d'une diversité de parcours, résidait dans le fait de constituer un groupe reflétant une réelle mixité, en termes d'âge, culturelle, géographique et sociale,* poursuit Emeline Torremocha.

### **...débouchant sur la production collective d'un spectacle et d'un recueil**

Ainsi, de septembre 2017 à janvier 2018, 18 séances, dont 10 consacrées à l'écriture et 8 à la mise en scène, dans une salle d'expression corporelle, ont été réalisées. Les ateliers ont donné lieu à un spectacle, joué au théâtre municipal Madeleine Renaud devant une centaine de personnes. Les femmes s'y sont ainsi livrées à une lecture vivante d'une sélection de leurs écrits. Cette initiative a permis de favoriser l'expression et la parole de femmes qui n'en n'ont pas ou peu l'habitude, de travailler sur l'estime de soi et d'affirmer leurs forces et leur envie d'être active au sein de la cité. *Ce qui s'est dégagé était extrêmement positif,* relate Emeline Torremocha. *Très vite, les femmes ont constitué un groupe où régnait une profonde bienveillance, une grande écoute et il s'est construit au fil des ateliers une complicité entre elles, car au-delà des différences, culturelles, d'âges et d'horizons sociaux, leurs récits comprenaient quelque chose d'universel. A cela s'ajoute une grande fierté de la réalisation de cette production collective. Elle s'est d'ailleurs matérialisée par un recueil de leurs textes, qui a été publié à une centaine d'exemplaires, et a vocation à servir de support d'échanges, d'outil pour réfléchir, s'interroger, à travers leurs regards, sur la place des femmes et des mères au sein de la société. Il est disponible en prêt au Pôle ressources.*

---

#### **Contact :**

**Emeline Torremocha, cheffe de projet Politique de la ville- ville de Taverny :**

**etorremocha@ville-taverny.fr**

---

## Vallée de Montmorency

# UNE BOUTIQUE ÉPHÉMÈRE POUR FACILITER LE RECRUTEMENT « SANS CV » DE JEUNES DE 16 A 25 ANS

La Mission locale Vallée de Montmorency (MLVM) a créé pendant 3 jours une boutique éphémère pour faciliter le recrutement des jeunes dans le domaine de la vente en les mettant en situation professionnelle.

« Accueillez, conseillez, vendez à des recruteurs : Montrez-leur vos savoir-faire dans le commerce », telle était l'accroche de la Mission locale Vallée de Montmorency pour inciter des jeunes à participer à son opération de boutique éphémère. La MLVM, qui s'adresse aux jeunes déscolarisés de 16 à 25 ans, originaires de 12 communes du Val d'Oise (essentiellement sur l'agglomération Val Parisis), a proposé cette démarche originale : ouvrir une boutique pendant 3 jours pour permettre à des employeurs de voir des jeunes en action.

### A l'origine, un manque d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi dans la vente

La Mission locale est partie d'un constat : d'un côté les recruteurs dans le domaine de la vente rencontrent des difficultés à trouver des employés par le biais de leurs procédures de recrutement « classiques » (candidature sur CV et entretien). De l'autre, les jeunes accompagnés par la Mission locale sont volontaires pour travailler dans la vente mais n'accèdent pas aux entretiens car ils ne correspondent pas aux exigences des entreprises. En effet, ils ne possèdent pas de diplôme ou ne disposent pas des expériences requises dans le domaine. *Il y a un mécontentement des 2 côtés*, explique David Potrel, directeur de la Mission locale. *C'est ainsi que l'équipe, en réfléchissant aux solutions possibles, a eu l'idée de mettre les jeunes en situation réelle de travail. C'est un moyen d'inciter nos chefs d'entreprises à rencontrer des jeunes sans CV.*

### Une boutique dans la Mission locale à partir de vêtements collectés

L'idée est ingénieuse mais demande une importante organisation et préparation en amont. Dans un premier temps, une collecte de vêtements est organisée pour alimenter la boutique. Des mannequins sont gracieusement offerts par une boutique locale et des portants sont achetés. Enfin, une campagne de communication est réalisée auprès des entreprises locales via les chargés de relations aux entreprises et les réseaux sociaux. Du côté des jeunes, 25 sont volontaires pour se prêter à l'exercice. Ils ont en commun leur intérêt pour la vente, sont en réorientation et/ou recherchent un travail alimentaire mais ne correspondent pas aux critères des employeurs. La veille de l'ouverture de la boutique, une tenue

identique leur est fournie. Ils sont également informés du fonctionnement de la journée, de la posture à adopter et de la présence potentielle de chefs d'entreprises parmi les clients. Un rappel leur est fait sur le métier de la vente et ses conditions de travail (travail le week-end, horaires ...). Pour finir, ils installent eux-mêmes l'espace de vente.

### **Une opération « sans CV » qui bouscule la posture des employeurs**

La boutique a ouvert pendant 3 jours, en novembre 2018. Les jeunes se relayent sur différents postes : accueil, conseil, rangement, étiquetage, suivi des stocks... Les clients viennent, dont des bénévoles informés par les canaux de communication de la MLVM, mais aussi des chefs d'entreprises de structures telles la Grande Récré, Class'crouste, ou encore Défouls'Kids. Ces derniers restent en observation parfois pendant 2 à 3 heures et se permettent même dans certains cas de donner des conseils ou des consignes aux jeunes pour jauger de leurs capacités d'adaptation. A l'issue de la démarche, une dizaine de jeunes sont embauchés dans des entreprises. *Les chefs d'entreprises sont bluffés car ils voient que les jeunes se battent même s'ils ne possèdent pas l'expérience, raconte David Potrel, cela les bouscule car le CV n'existe plus.* Sans distinction de formation ou d'expérience, les capacités et compétences des jeunes sont mises en avant.

### **La Mission locale, un pont entre le monde de l'entreprise et les jeunes**

L'emploi demeure l'une des finalités de la démarche mais pas la seule. Pour ceux qui n'ont pas la chance d'être recrutés, cette mise en situation permet d'être mis face à la réalité du monde du travail, dans des conditions où la gestion du stress s'avère nécessaire, et de faire prendre conscience à certains qu'ils ne sont pas encore prêts. Sur environ 1300 jeunes qui poussent chaque année la porte de la Mission locale, beaucoup n'ont pas ou peu de diplômes ou ne savent pas quoi faire avec celui qu'ils ont obtenu et 80 à 90% viennent avec pour 1ère demande de trouver un emploi. *Celle-ci masque souvent la réalité d'autres problématiques. C'est pourquoi nous proposons un accompagnement global, le conseiller va travailler une demande, par exemple celle de l'emploi, mais d'autres besoins vont émerger par la suite,* indique le directeur de la MLVM. *Par exemple, il nous est arrivé de voir le cas d'un jeune qui n'a pas mangé depuis 3 jours. Concernant l'accompagnement à l'emploi, la Mission locale se perçoit comme un tiers facilitateur entre les jeunes et les entreprises, créant du lien au travers d'espaces de rencontres, d'opérations de recrutement (job dating, forum emploi...). Des opérations « sans CV » comme celle de la Boutique éphémère, ou encore des Forums inversés (même principe dans le domaine de la restauration) seront renouvelés. Moins longues dans le temps mais renouvelées plus régulièrement, ce que j'en retiens, c'est que des jeunes qui n'auraient pas ou peu de chances dans ces métiers-là sont embauchés,* conclut David Potrel. 1000 à 1100 jeunes entrent en emploi chaque année après être passés par la Mission locale.

---

#### **Contact :**

**David Potrel, directeur de la mission locale : [d.potrel@mlfranconville.reseau-idf.org](mailto:d.potrel@mlfranconville.reseau-idf.org)**

---



## Goussainville

# PLAISIR D'APPRENDRE, UN PROJET DE PRÉVENTION DU DÉCROCHAGE SCOLAIRE CONCERTÉ

**La ville de Goussainville a initié une démarche visant à renforcer l'écosystème d'acteurs de la réussite éducative et de la prévention du décrochage scolaire.**

La commune de Goussainville compte 31 442 habitants dont 10 276 (32,7%) résidant au sein des deux quartiers prioritaires que comptent le territoire : Les grandes bornes élargies (8 210) et Cottage élargi (1 976). Trois Réseaux d'Éducation Prioritaire (REP) sont présents dans la ville : Maximilien de Robespierre (640 élèves), Michel de Montaigne (462 élèves) et Georges Charpak (458 élèves). Le diagnostic réalisé en amont du contrat de ville a été l'occasion d'un focus consacré à « l'éducation et à la scolarité » qui a mis en évidence plusieurs problématiques locales. Tout d'abord, un poids des enfants mineurs vulnérables sur le plan socio-éducatif avec plus de 1 200 enfants cumulant des facteurs de vulnérabilité. Par ailleurs, autour de 750 jeunes de 17 à 24 ans, - soit 22% de la tranche d'âge -, sont sortis du système scolaire sans diplôme. Enfin, un faible taux de haut diplômés, - supérieur à bac + 2 -, dans les quartiers prioritaires est constaté. Au regard de ces réalités, les différentes équipes du Programme de Réussite Éducative (PRE) accompagnent depuis 12 ans les jeunes et leur famille vers des parcours de réussite. Entre délégation, orientation et ré-intégration, le PRE a souvent accompagné des familles jusqu'aux relais du droit commun sans être pleinement en capacité de mesurer l'impact réel sur les apprentissages scolaires.

### **Cartographier l'écosystème de la réussite éducative**

Avec l'ambition d'améliorer la réussite éducative des enfants et des jeunes et mieux prévenir le décrochage scolaire dans le territoire, la municipalité, en s'appuyant sur le PRE, a impulsé à l'automne 2017 un diagnostic visant à mieux cerner le réseau d'acteurs œuvrant dans le champ de la réussite éducative et animer le volet éducatif du contrat de ville. Mené avec l'appui de l'association Alter Ego, - un collectif de formateurs réfléchissant sur les pratiques dans les champs de l'éducation, du médico-social et du social - il a été l'occasion d'entendre, dans le cadre d'une vingtaine d'entretiens qualitatifs, 17 structures différentes (établissements scolaires, associations, services de la collectivité). Suite à cette étape, les premiers enseignements ont été enrichis lors de groupes de travail interactifs (établissements scolaires, écoles, Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire de l'Éducation nationale, Prévention spécialisée, Service social départemental, associations de proximité, service jeunesse...) à partir de méthodes favorisant le dialogue et le positionnement, comme l'Abaque de Reignier, un outil visuel qui facilite la négociation collective.



## De constats partagés

Le dispositif mis en place a donc permis aux acteurs d'exprimer leurs points de vue, tout en produisant des constats partagés à partir desquels construire une approche plus cohérente s'inscrivant dans une stratégie globale. Trois constats principaux se sont dégagés :

- un écosystème complexe qui se perçoit assez peu avec plus de 70 acteurs (institutions, structures, services) ayant des rôles très différents et intervenant dans des champs extrêmement divers (santé, santé mentale, culture, travail social, éducation populaire, scolaire...) et où les cultures professionnelles sont multiples et affirmées. Tout en étant une richesse potentielle, cette diversité nécessite la constitution d'un vocabulaire commun, d'objectifs partagés et élaborés conjointement,
- des difficultés ancrées. Le territoire est peu attractif pour les professionnels, du fait de son isolement, et les problématiques relatives à la santé peinent à être solutionnées, faute de praticiens et du fait de délais de prise en charge extrêmement élevés,
- l'importance de renforcer le travail en direction des parents en axant sur la confiance réciproque.

## A la naissance d'un dispositif expérimental partenarial

Dans la continuité du diagnostic est né le projet expérimental « plaisir d'apprendre », avec pour objectif de répondre de manière opérationnelle aux constats et besoins établis, notamment celui d'un espace collaboratif interacteurs. Concrètement, il vise à prévenir le décrochage scolaire en focalisant l'action sur la charnière CM2 - 6ème. Dans les faits, un même groupe de jeunes (CM2, 6ème) et leurs parents est suivi pendant une année scolaire à travers des ateliers programmés en vue de prévenir le décrochage (ateliers cirques, animations scientifiques, sophrologie...) et qui se tiennent le mercredi après-midi dans les locaux du PRE. Au-delà du contenu, c'est autour du pilotage du projet que se cristallisent les enjeux pour une action cohérente et complémentaire. Ainsi, la constitution du groupe de jeunes bénéficiaires, son suivi et l'évaluation individualisée se déroulent dans le cadre d'une Équipe Pluridisciplinaire de Soutien (EPS) spécifique regroupant aussi bien les services de la ville (jeunesse, éducation, réussite éducative) que les associations de proximité (centre social, espace de vie sociale, prévention spécialisée), l'Éducation nationale (1er et 2nd degré, coordinateurs du Réseau d'Éducation Prioritaire) ou encore les travailleurs sociaux. Ce nouvel espace concrétise le besoin d'échanges, en étant un lieu de frottement et de croisement des cultures professionnelles, regards et perceptions, à travers des questionnements récurrents et nécessaires : quelles informations partager ? Quels sont les premiers signes de décrochage ? Quelle cohérence dans l'accompagnement ? Parallèlement au projet, une « recherche action » est envisagée à partir des modalités d'échanges et de communication des acteurs de l'EPS. Celle-ci a pour ambition de conduire ce collectif vers une réflexion dans l'action, en vue de dépasser les obstacles au travail collaboratif et de produire des connaissances transposables en matière de coopération dans la prévention du décrochage scolaire.

---

### Contacts :

**Hakim Ammari, coordinateur du Programme de réussite éducative - ville de Goussainville :**  
[akim.ammari@ville-goussainville.fr](mailto:akim.ammari@ville-goussainville.fr) ;  
**Hicham Soufiane, association Alter Ego :** [hicham.soufiane.alterego@gmail.com](mailto:hicham.soufiane.alterego@gmail.com)

---

## Val d'Oise

# « LES KAWAAS » : UN OUTIL D'ANIMATION AU SERVICE DE LA CRÉATION DE LIENS

**La fédération des centres sociaux du Val d'Oise a essaimé auprès de son réseau, et plus largement auprès d'acteurs du département, une méthode d'animation visant à favoriser le lien social.**

*L'association Grandir ensemble et le mouvement Coexister (mouvement interconvictionnel des jeunes), au lendemain des attentats de 2015 contre Charlie hebdo, ont l'envie d'aller à contre-courant d'une impression dans l'opinion publique d'une mise à mal du vivre ensemble et d'un clivage entre communautés, notamment religieuses, explique Judicaëlle Féron, chargée de mission à la fédération des centres sociaux du Val d'Oise. C'est dans ce contexte qu'ils développent un jeu d'animation baptisé « kawaa ». Créé initialement pour travailler l'entrée interconvictionnelle, c'est-à-dire la rencontre de personnes aux convictions différentes (religieuses, politiques, philosophiques...), l'outil a été adapté, par la suite, à de nombreuses thématiques, telles la lutte contre les discriminations, la laïcité, ou les institutions. Le principe consiste à mettre à disposition des outils numériques et d'animation pour se rencontrer dans la vie réelle et partager de façon conviviale autour de questions communes.*

### **Un outil participatif et totalement appropriable par tous**

Cette méthode d'animation a été présentée à la fédération nationale des centres sociaux, qui a ensuite proposée à son réseau de bénéficier de la formation à l'outil. Ainsi, pendant deux jours, Judicaëlle Féron a « vécu » la formation. Elle a consisté, dans un premier temps, en des apports théoriques sur les valeurs du vivre-ensemble et théologiques, pour dans un second temps, s'approprier la méthode d'animation, en l'expérimentant, en « vivant » un kawaa. Concrètement, les participants, qui a priori n'ont pas les mêmes univers, se retrouvent en binôme, sur 40 minutes environ, pour échanger, sans chercher à convaincre et en écoutant l'autre, autour de nuages d'expression : Qu'est-ce que la solidarité pour vous ? ; Quelle est la plus forte discrimination de notre société ? ; La laïcité, ça sert à quoi ? Ceux-ci sont prétexte à l'échange, et visent, in fine, à s'enrichir des différences des uns et des autres, à parer aux discours de fermeture et de rejet de l'autre, à s'apercevoir de ressemblances également.

### **Un essaimage auprès d'acteurs du territoire...**

La fédération a ensuite proposé cette formation aux professionnels des centres sociaux du Val d'Oise. Celle-ci, basée sur l'appropriation de l'outil, a été animée par l'entreprise sociale Convivencia, sur deux

séances d'une journée. Une quarantaine de professionnels de centres sociaux de Sarcelles, Cergy, Garges-lès-Gonesse, Saint-Leu-la-Forêt, Soisy-sous-Montmorency, Osny, Ermont, Argenteuil, Éragny-sur-Oise, Fosses et Pontoise en ont ainsi bénéficié. Judicaëlle l'a également utilisé lors d'une rencontre départementale des acteurs de la jeunesse en 2018 (journée co-construite avec le Pôle ressources, la fédération des MJC et les contributions de près de 150 acteurs de la jeunesse). En amont de la préparation de cette journée, la fédération des centres sociaux, 3 centres sociaux du territoire et la Caisse d'Allocations Familiales du Val d'Oise ont travaillé à l'adaptation d'un kawaï sur le thème « Jeunesse et pouvoir d'agir ». Une trentaine de personnes a participé à cet atelier, autour de nuages d'expressions comme : Est-on plus libre ou moins libre quand on est jeune ? ; En tant que jeune, avez-vous déjà fait l'objet de préjugés ? *L'idée est d'essayer un maximum et de pouvoir mettre d'autres collègues au travail, pour qu'ils puissent expérimenter l'outil à leur tour qui est très simple à s'approprier*, poursuit Judicaëlle. Ainsi, des acteurs du réseau Information Jeunesse, des MJC, de l'éducation populaire, ont pu découvrir cette méthode.

### **...Et d'habitants : l'exemple de Garges-lès-Gonesse**

Le centre social du Plein Midi, à Garges-lès-Gonesse, est le premier à réutiliser l'outil, dans le cadre d'un travail avec le collectif « Garges en paix ». Créé par des acteurs culturels de la ville au lendemain des attentats de 2013, ce collectif a pour ambition d'afficher une unité dans la ville et de soutenir des valeurs de fraternité et de vivre-ensemble. Après s'être réuni plusieurs fois, puis avoir associé d'autres partenaires de la ville, il a souhaité mettre en place des temps de débats, de façon dynamique, interactive et conviviale. Nabil Kouidi, directeur du centre social du Plein Midi, explique : *j'avais pu bénéficier comme Judicaëlle, de la formation dispensée par Grandir ensemble, et j'avais trouvé ce procédé fort intéressant. L'idée m'est venue de la proposer au collectif Garges en paix*. En 2017, des kawaï sont organisés au sein des 3 centres sociaux municipaux du territoire (Plein Midi, Dulcie September et Jean-Baptiste Corot). L'objectif était de choisir des lieux de vie, de socialisation, qui favorisent l'intergénérationnel, la mixité sociale, et facilitent les rencontres entre habitants des quartiers. Les temps ont réuni à chaque session une vingtaine d'habitants. *Les retours de ces derniers ont été très positifs*, poursuit Nabil. *Ces temps ont ouvert des espaces de parole, permis un travail sur la connaissance de l'autre, et de lutter contre l'entre soi*. De nouveaux kawaï se sont déroulés à Garges-lès-Gonesse, en 2018 puis en 2019, proposés au sein de nouvelles structures : une antenne jeunesse, l'association Ecoute ados, dans un café salon de thé du centre commercial, mais également au sein d'une mosquée ou encore d'une église. Plusieurs thèmes, comme la laïcité, la famille ou encore la lutte contre les discriminations ont été prétexte aux échanges. La méthode d'animation essaïme. D'autres centres sociaux ont, à leur tour, et sur différentes thématiques, expérimenté les kawaï auprès d'habitants des quartiers, à Éragny-sur-Oise, par exemple, sur le cadre de vie et le quartier ou encore à Argenteuil, sur le lien mère-fille.

---

#### **Contacts :**

**Judicaëlle Féron, chargée de mission - fédération des centres sociaux : [fdcsx95@wanadoo.fr](mailto:fdcsx95@wanadoo.fr) ;  
Nabil Kouidi, directeur du centre social du Plein Midi de Garges-lès-Gonesse : [kouidin@villedegarges.com](mailto:kouidin@villedegarges.com)**

---

## Argenteuil / Boucle Nord de Seine

# POSER LES JALONS D'UNE APPROCHE TERRITORIALE COMMUNE, PAR LE BIAIS D'UNE DÉMARCHE ÉVALUATIVE

En mars 2018, l'Établissement public territorial (EPT) Boucle Nord de Seine s'engageait dans une démarche d'évaluation participative des 6 contrats de ville correspondant aux communes d'Argenteuil pour le Val d'Oise, d'Asnières-sur-Seine, Clichy, Colombes, Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne pour les Hauts-de-Seine.

### L'évaluation : un défi collectif

Au regard de l'évaluation à mi-parcours des contrats de ville, plusieurs défis se présentaient sur ce territoire : l'existence de plusieurs contrats de ville, pensés et rédigés au niveau de communes aux réalités distinctes, des ingénieries organisées de manière différente, avec pour spécificité un faible vécu commun, un territoire naissant ne possédant pas, au démarrage, de personnel dédié à la Politique de la ville et des interlocuteurs institutionnels dont les structurations et priorités diffèrent d'un département à l'autre. Pour autant, dès le début de la démarche, l'ambition d'utiliser cette séquence pour favoriser les convergences et anticiper les travaux d'un futur contrat unique était affichée. C'est dans ce contexte qu'avec l'appui du Pôle ressources ville et développement social, l'EPT Boucle Nord de Seine, les villes et l'État, représentés par les 4 délégués du Préfet référents des quartiers concernés, se sont engagés dans une démarche évaluative commune et participative, autrement dit avec la volonté de mobiliser les parties prenantes de la Politique de la ville, à savoir les différentes collectivités, l'ensemble des signataires, les acteurs économiques, les porteurs de projet et les conseillers citoyens. Les travaux, qui se sont déroulés de juin 2018 à février 2019, ont réuni 325 personnes différentes pour 613 participations cumulées.

### Un pilotage à trois niveaux

En termes de pilotage, la démarche a été portée par les maires des communes concernées, qui ont à la fois validé et enrichi les questions évaluatives, en lien avec les représentants des Préfets de département.

Un comité réunissant les équipes projets, les délégués du Préfet et le Pôle ressources a structuré la démarche, organisé les temps de travail, mis en perspective les productions. Enfin, un comité d'évaluation, réunissant les acteurs mentionnés, s'est mobilisé à 7 reprises (demi-journées). Ces rencontres visaient à faire découvrir la démarche, produire les questions évaluatives et le référentiel d'évaluation, s'appropriier les données disponibles et identifier les informations significatives, partager une analyse relative à chacun des questionnements, acter des enjeux d'amélioration, tant pour les villes que pour le territoire, et, enfin, restituer les enseignements de l'évaluation ainsi que les perspectives envisagées.

Le comité d'évaluation a ainsi proposé 9 questions (enrichies d'une proposition complémentaire de la Préfète déléguée pour l'égalité des chances du Val d'Oise), aux maires des communes qui les ont toutes retenues. L'évaluation s'est ainsi intéressée tout autant à des sujets transversaux (capacité à toucher les publics les plus fragiles, à proposer aux jeunes des solutions d'avenir ou encore à permettre la participation des habitants, à l'impact sur l'image des quartiers, à l'adaptation et à la mobilisation des ressources de droit commun) que thématiques (l'accès à l'emploi, la culture, la santé, l'éducation et la sécurité).

### **Répondre aux enjeux démocratiques et délibératifs**

L'approche participative implique de répondre à un double enjeu. Il s'agit en effet d'être en mesure d'assurer une contribution réelle de chacun (car celle-ci tire sa force et sa légitimité de la diversité des acteurs mobilisés), que de la possibilité qui leur est donnée de porter un point de vue singulier à chaque étape. Par ailleurs, délibérer, c'est-à-dire acter en connaissance de cause, est essentiel. Évaluer implique en effet de mesurer les effets des contrats de ville, à partir d'arguments clairement définis, pour produire des enseignements nourris par les différentes nuances apportées par chaque point de vue. Afin de répondre à ces deux enjeux, différentes méthodes ont pu être expérimentées au gré de séances qui ont réuni entre 60 et 130 participants : speed meeting pour présenter chaque contrat de ville ; post-it et votes pondérés pour définir les questions, puis world café en vue d'y adosser des critères ; expositions, speed meeting, tables-rondes interactives, sondages en ligne pour s'approprier les données ; ateliers pour produire des analyses partagées, auxquels ont succédé des votes numériques en vue de répondre par la positive ou par la négative à chaque question ; ateliers pour arrêter les enjeux d'amélioration et définir des pistes pour les mettre en œuvre.

### **Faire territoire**

*In fine*, la démarche a été reconnue comme particulièrement intéressante par les participants, de par la place laissée à la parole de chacun, l'intérêt de découvrir les projets et actions portés au sein des autres villes et le développement des réseaux de chacun. Il n'en demeure pas moins que le caractère très rythmé des différents temps de travail et l'immensité des données disponibles ont pu être parfois perçus comme des éléments déstabilisants, voire frustrants, eu égard à l'envie d'aller plus loin, d'entrer plus dans le détail. Enfin, pour répondre plus fortement à l'enjeu démocratique, le comité technique a décidé d'enrichir la démarche d'un temps complémentaire, organisé un samedi matin spécifiquement en direction des conseillers citoyens. Plusieurs acteurs ont mis en avant l'avancée qu'a constitué une telle démarche, par sa capacité à rapprocher les parties prenantes et les villes autour d'objets et de réflexions communs. Enfin, celle-ci a proposé aux villes, mais plus encore au territoire, une feuille de route concrète, alors que débute la rénovation des contrats de ville.

---

#### **Contact :**

**Rachel Hauthier, directrice de l'Habitat et de la Politique de la Ville - EPT Boucle Nord de Seine :**  
**rachel.hautier@bouclenorddeSeine.fr**

---

## Persan

### L'EMBELLISSEMENT DE HALLS D'IMMEUBLES PAR LE CONSEIL CITOYEN, AVEC L'APPUI D'UN VOLONTAIRE EN SERVICE CIVIQUE

La ville a engagé un volontaire en service civique en janvier 2019, pour une période de 7 mois, afin d'accompagner les conseillers citoyens du quartier prioritaire « Le Village » à Persan (3155 habitants soit ¼ de la population de la ville) dans la mise en œuvre d'actions. Zoom sur l'action d'embellissement de halls d'immeubles.

#### Une mise en action progressive au service du quartier

Le conseil citoyen, créé en 2015, a amorcé sa dynamique citoyenne (au-delà de la participation aux instances du contrat de ville), en participant à la fête du quartier, la « Fiesta Village » en 2017 et ce, pendant 2 années consécutives. Ceci a eu pour effet de le rendre plus visible auprès des autres habitants. Suite à la présentation de projets portant sur l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers, lors de 2ème rencontre départementale des conseils citoyens du Val d'Oise en 2017, organisée par la Préfecture et animée par le Pôle ressources, le collectif souhaite, en 2018, aller plus loin en menant un projet d'embellissement des halls d'immeubles. *Très rapidement, j'ai eu l'idée de soumettre un projet d'embellissement des cages d'escaliers aux conseillers citoyens, idée discutée avec les autres membres et qui leur a tout de suite plu*, explique Aicha Benzenine, conseillère citoyenne du Village à Persan. *Les cages d'escaliers dégageaient une ambiance froide, monotone et triste*, complète Jimmy Martignon, volontaire en service civique à la Mairie de Persan. L'objectif était de créer une atmosphère plus chaleureuse à l'entrée des immeubles.

#### Un projet mené en coopération avec les bailleurs et soutenu par la Mairie

Également appuyé par la chargée de gestion urbaine de proximité et de la participation des habitants (qui l'accompagne depuis sa création), le conseil citoyen a bénéficié d'une aide au montage de projet, tant d'un point de vue méthodologique que financier. Il a dû engager une demande de financement, via le Fonds de Participation des Habitants, évaluée et validée par un Comité de gestion présidé par le Maire, les élus de la Politique de la ville et le service de la Préfecture. Après délibération du Comité de gestion, un budget d'environ 995€ leur a été alloué, permettant l'embellissement de 15 halls d'immeubles, grâce à l'ajout de plantes vertes et de cadres au sein des parties communes. Le projet n'aurait pu voir le jour sans la contribution du bailleur présent sur le quartier, Val d'Oise Habitat, et des gardiens d'immeubles : une réunion avec ces derniers a été organisée pour définir les halls à réaménager et l'entretien des entrées. Les gardiens ont cependant présenté une réserve quant à l'entretien. *Néanmoins, ils nous ont orienté vers les immeubles où l'action serait accueillie positivement et davantage respectée par les résidents*, raconte

Aicha Benzenine. Des habitants référents de chaque immeuble se sont portés volontaires pour l'entretien de ces petits aménagements, suite à une opération de porte-à-porte conduite par le conseil citoyen avec le volontaire en service civique, visant à faire connaître l'initiative et sensibiliser.

### **Un volontaire en service civique : véritable soutien à la dynamique du conseil citoyen**

Le volontaire en service civique a vocation à accompagner le conseil citoyen dans la mise en œuvre de ses actions, mais également dans son organisation interne, avec un apport avant tout méthodologique. Il aide les membres à se saisir de leur rôle et à se faire connaître auprès des habitants du quartier. Il les conseille et les accompagne dans l'organisation de leur instance, par exemple dans la programmation de leurs réunions, dans la rédaction des comptes rendus, et dans les démarches relatives à la communication auprès des habitants. Il a notamment contribué à la création d'affiches informatives telles celles conçues pour le projet d'embellissements des halls et la fête de quartier Fiesta Village. Pour le projet d'embellissement des halls, il a accompagné le conseil citoyen dans la recherche de référents volontaires, désormais chargés de s'occuper de l'entretien des aménagements, de rapporter les vols ainsi que les dégradations éventuelles. Il l'a également soutenu dans la mise en œuvre organisationnelle, logistique et opérationnelle en créant un calendrier prévisionnel. L'embellissement des halls s'est déroulé les deux premiers week-ends de février, le samedi et le dimanche, et un dernier jour en semaine. *L'organisation par secteur au niveau des immeubles, que nous avons préalablement ciblés grâce aux gardiens, nous a permis, par rapport au planning effectué, de réaliser 3 à 4 cages d'escaliers par jour*, explique Jimmy Martignon.

### **Une nouvelle perspective : consolider les relations bailleurs-conseil citoyen pour engager une démarche de co-construction**

L'opération d'embellissement des halls d'immeubles a été présentée lors d'un pot, organisé le 13 avril au centre social municipal de l'Agora à Persan, afin de donner de la visibilité à l'action réalisée auprès des élus, du bailleur et des habitants. Ce moment a permis d'engager les échanges, même si peu d'habitants se sont mobilisés pour l'occasion. Ce projet, concret, a engendré plusieurs effets positifs comme la consolidation des liens entre les habitants du quartier et le conseil citoyen de Persan, pour leur permettre de devenir de vrais porte-paroles de ces derniers, la sensibilisation, voire la responsabilisation d'habitants du quartier au respect des halls d'immeuble et à leur entretien. Cette initiative semble avoir renforcé le conseil citoyen qui souhaite s'appuyer sur celle-ci pour renforcer les relations entre les bailleurs et les amicales de locataires, afin d'inclure d'avantage les habitants dans les réflexions et décisions relatives à l'amélioration de leur cadre de vie. Il s'agit donc d'un premier pas pour devenir de véritables relais de la parole des habitants du quartier.

---

#### **Contact :**

**Linia Koukou, directrice de la Politique de la ville et de la jeunesse - ville de Persan :**  
**[politiqueville@ville-persan.fr](mailto:politiqueville@ville-persan.fr)**

---



**Roissy Pays de France**

## LA RESSOURCERIE IMAJ : UNE ÉCO-ACTIVITÉ EN ACI AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ET DE SES HABITANTS

Créée en 1984, l'association IMAJ 95 se constitue aujourd'hui de 3 pôles : Éducation spécialisée, Inclusion sociale et Insertion par l'activité économique (IAE). Ce dernier réunit 3 ateliers chantier d'insertion (ACI) employant quelques 50 personnes. Le plus récent, impulsé en 2016 à l'est du département, revêt la forme d'une ressourcerie et constitue déjà un exemple novateur.

À la Ressourcerie sont collectés, transformés et vendus des objets et matériaux encombrants dont les propriétaires n'ont plus besoin. Quatre missions distinctes sont ainsi assurées : récupération, valorisation/réemploi, revente/redistribution et éducation/sensibilisation à l'environnement. Mêlant économie circulaire et économie sociale et solidaire, le lieu assure - de par son modèle IAE - des fonctions de formation et de remobilisation professionnelle de personnes éloignées de l'emploi.

### **Reconsidérer le cycle de vie des objets et leur destinée tout en assurant des services de proximité**

Textile, mobilier, petits et gros équipements électroménager, puériculture, vaisselle, quincaillerie, livres, informatique - tout est pris en charge. Pour ce faire, plusieurs modes de collecte sont proposés : l'apport volontaire (65%), la récupération à domicile sur rendez-vous et l'approvisionnement auprès des déchetteries (28%), des récupérations ponctuelles en pieds d'immeuble et/ou actions de sensibilisation dans l'espace public (7%). Viennent ensuite les phases de tri, contrôle, nettoyage et réparation/transformation afin de rendre - voire d'amplifier- la valeur des objets, parfois jugés obsolètes à l'entrée. La formation continue des salariés, via des ateliers de couture, menuiserie/ébénisterie, transformation/relooking d'ameublement, réparation vélos et petits électroménagers, permet de développer de véritables savoir-faire artisanaux et des compétences techniques, propres aux activités manuelles mobilisées en interne. Enfin, arrive l'étape de la revente des objets. Adossée au centre de tri et de transformation, se trouve la boutique, où les produits sont proposés à prix d'occasion, permettant une offre alternative de biens équitables, bon marché, jusque-là peu répandue localement. Les objets non réutilisables, quant à eux, sont démontés et envoyés dans les filières de recyclage appropriées. Plus globalement, c'est une offre multiple de services de proximité à laquelle contribue la Ressourcerie : des actions de collecte des déchets et de sensibilisation au développement durable, visant l'amélioration du cadre de vie et la lutte contre les dépôts sauvages ; une activité de vente permettant l'accès à des biens et des équipements à faible coût, pour des populations disposant de peu de moyens ; un espace d'échanges et des animations de quartier ; la création d'emplois

non délocalisables au bénéfice des populations locales. Au total, les 21 postes en CDD d'insertion permettent l'accueil de 42 personnes par an pour 7 emplois permanents.

### **Une activité qui s'inscrit dans le partenariat et l'ancrage local**

De nombreux partenaires publics et privés sont investis dans l'activité du lieu. Les services Déchets mais aussi Emploi et Politique de la ville de la Communauté d'agglomération financent et appuient techniquement la structure à plusieurs niveaux, via notamment le Plan Local de Prévention des Déchets (PLDP), le contrat de ville, le PLIE, la labellisation Territoire « French Impact » ... Côté État, ce sont la Direccte et les délégués du Préfet qui sont mobilisés. Les villes, quant à elle, mettent à disposition des locaux temporaires ou durables, co-organisent des actions d'animation dans le cadre de leur Agenda 21, vie de quartier. En lien avec les gardiens et les habitants, 6 bailleurs sociaux font rayonner des actions de sensibilisation sur plusieurs milliers d'habitants. Le SIGIDURS - établissement public local du traitement des déchets - permet, quant à lui, l'accès aux installations, à des prestations de services et encourage des actions mutualisées (visites à destination des scolaires). D'autres acteurs locaux (ESS et entreprises classiques) s'impliquent également au travers du don, de l'orientation de matériaux vers des filières de recyclage, de la sensibilisation à l'environnement et au réemploi (l'association La Case), de la mise à disposition d'espace de vente de type boutique éphémère (centre commercial Myplace) ou plus pérenne avec des locaux commerciaux. Après 2 ans d'expérimentation du modèle au cœur du quartier des Carreaux à Villiers-le-Bel, la structure occupe désormais l'ancienne friche des hôpitaux de Paris Adélaïde Hautval (2000m<sup>2</sup>) pour une durée de trois ans. Cette intégration permet d'assurer l'implantation d'une nouvelle activité dans des locaux et sur un site inoccupé, devenu friche. Le regroupement de plusieurs activités d'IMAJ sur site favorise le développement de la coopération et le partage inter-équipes et services : plus grande proximité et articulation des activités complémentaires favorisant la consolidation et la sécurisation des parcours d'insertion, l'interconnaissance et l'élaboration d'actions communes, ou encore de nouveaux partenariats intrasites (EPADH, associations locales etc.). En somme, cette nouvelle localisation offre l'opportunité de devenir un « lieu totem », un espace de production de solidarités et de coopérations qui permettrait de dépasser ainsi la vocation transitoire initiale de cette installation urbaine.

Par ailleurs, l'ouverture d'une boutique à Gonesse au printemps 2019 amorce l'essaimage d'un réseau de boutiques de la Ressourcerie, qui a vocation à capter 25 % des gisements des territoires d'implantation.

---

#### **Contact :**

**Catherine Delaforge, adjointe de direction responsable de la Ressourcerie :**  
**[catherine.delaforge@imaj95.fr](mailto:catherine.delaforge@imaj95.fr)**

---

**Roissy Pays de France**

## L'EXPÉRIMENTATION D'UNE COOPÉRATIVE DE JEUNES MAJEURS SUR LE TERRITOIRE

**Ce projet de coopérative, piloté sur Roissy Pays de France par 3 structures - la communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF), les Francas 95 et Coopaname - et appuyé par de nombreux partenaires locaux (Adess 95, Créative, CAF, CJI...) a permis à des jeunes, d'avril à juin 2019, de tester une activité dans un cadre sécurisé.**

Les coopératives jeunesse de services (CJS) sont des dispositifs d'encapacitation à l'entrepreneuriat coopératif des publics jeunes. Inspirées du modèle québécois et initiées en France dès 2014 par Coopérer pour entreprendre pour les moins de 18 ans, elles s'étendent dorénavant au public jeune actif (18/30 ans) au travers des Coopératives jeunes majeurs (CJM). Elles visent à regrouper des jeunes issus principalement de quartiers prioritaires, afin qu'ils découvrent l'Économie Sociale et Solidaire, acquièrent des compétences et aptitudes au travail d'équipe, à la prise de décisions démocratiques, au contact partenarial, développent leurs propres activités économiques en définissant collectivement les actions. Ce projet s'inscrit dans une logique d'éducation populaire, qui mêle expérience pratique, formation à l'entrepreneuriat coopératif et sensibilisation aux principes de l'ESS.

### **Un projet de territoire multipartenarial...**

Sur le territoire Est Val d'Oise, le projet est co-piloté par les Francas, la CARPF et la coopérative d'activités et d'emploi (CAE) Coopaname, qui assure notamment le portage juridique et économique des activités développées par les jeunes, les CJM n'ayant pas d'existence juridique propre. En amont, un comité local, réunissant des partenaires du territoire (acteurs de l'emploi, de l'insertion, structures jeunesse...) a contribué à l'élaboration du projet : co-construction des profils de poste des futurs animateurs de la CJM, promotion du dispositif au sein de leurs réseaux. La CJM a été hébergée dans les locaux de la Créative Factory de Garges-lès-Gonesse, qui accompagne la création d'activité et le développement de l'entrepreneuriat.

### **...qui promeut l'entrepreneuriat collectif**

Les deux animateurs, recrutés pour 4 mois, ont reçu une formation de 3 jours, pour ensuite accompagner les jeunes, en lien avec le réseau de partenaires du territoire. Le premier mois, ils rencontrent des candidats en programmant des réunions d'information collectives afin de présenter le dispositif à des jeunes fréquentant des structures d'insertion sociale et professionnelle du territoire : Pôle emploi, Missions locales, Foyer de Jeunes Travailleurs, École de la deuxième chance, association IMAJ...

Les jeunes intéressés sont ensuite invités à une semaine d'intégration, qui vise à favoriser l'interconnaissance, la création d'une dynamique de groupe et le travail autour des valeurs et principes de la coopération. A l'issue de celle-ci, les jeunes qui souhaitent intégrer la CJM signent leur CAPE - contrat d'appui au projet d'entreprise. Ils deviennent alors « entrepreneurs-salariés » de la CAE, et expérimentent une activité pendant 3 mois, avec droits sociaux associés, édition des factures via un numéro de SIRET mutualisé, disponibilité d'outils dédiés aux entrepreneurs. Pour cette première édition sur le territoire Est Val d'Oise, 10 des 21 jeunes reçus en entretien individuel ont rejoint le dispositif. Bertille Lavarelo et Alex Seynave, animateurs de la CJM, expliquent : *le groupe que nous avons constitué est volontairement hétérogène, tant au niveau des âges, des études que de la maturité, afin de favoriser la mixité sociale. Nous leur expliquons que pour conserver une dynamique de groupe, il est important qu'ils s'impliquent jusqu'à la fin du contrat. Notre rôle consiste à les responsabiliser et à les accompagner sans les infantiliser.*

### **Un programme pédagogique construit collectivement**

S'ensuit une phase de construction de la coopérative (choix du nom, organisation du temps de travail, etc.) puis de formation, élaborée avec le groupe en fonction de leurs besoins et de leurs attentes. Ainsi, les jeunes participent à des ateliers collectifs et des formations : ateliers littéraires avec une intervenante sur la façon de rédiger un mail ; choix du statut juridique ; initiation à la communication non violente, mais aussi à des rencontres d'acteurs du territoire et des visites sur sites de lieux dédiés à l'ESS tels RER (Réseau d'Échanges et de Restauration) ou la Ressourcerie portée par l'association IMAJ. Des temps de suivi individuel avec des entretiens (par exemple sur leur ressenti) sont aussi programmés. En parallèle, ils développent et testent des activités économiques de leurs choix, et sont amenés à réaliser des prestations pour les entreprises, les collectivités locales ou les associations présentes sur le territoire.

### **Un temps de bilan participatif**

A la fin des 3 mois, un temps de bilan est organisé avec Coopaname, à l'issue duquel les coopérants ont le choix, soit de prolonger leur CAPE, soit de bénéficier d'un accompagnement individuel en fonction de leur projet professionnel (entrepreneurial ou non). Le 25 juin dernier, les coopérants ont organisé une cérémonie de clôture, en présence des partenaires, pour dresser un bilan des 3 mois au sein de la coopérative, présenter les prestations développées, et apporter leurs témoignages sur cette expérience. Ce sont ainsi 25 ateliers qui ont été mis en œuvre avec le groupe, et 8 prestations réalisées pour différents acteurs du territoire (pour une coopérante, des activités traiteur avec RER - qui l'a par ailleurs formée aux normes d'hygiène sur un stage de 2 jours - ; du coaching professionnel, avec mise en place d'un atelier job dating pour un espace emploi ; la création d'une base de données de jobs d'été pour un BJJ), pour un chiffre d'affaire total de 2 568€, réparti de manière égalitaire entre coopérants. D'ores-et-déjà, des suites de parcours encourageantes sont visibles, parmi lesquelles 2 jeunes qui souhaitent créer leur entreprise, ou 3 autres ayant intégré des formations qualifiantes.

---

#### **Contacts :**

**Caroline Besse-Priem, responsable départementale des Francas 95 : [francas-95@orange.fr](mailto:francas-95@orange.fr)**

**Anne-Sophie Ramard, responsable des espaces emploi de Villiers-le-Bel & Villeparisis & de l'innovation sociale de la CARPF : [aramard@roissypaysdefrance.fr](mailto:aramard@roissypaysdefrance.fr)**

---

## Argenteuil

# DES ATELIERS D'INITIATION POUR SENSIBILISER LE JEUNE PUBLIC À L'URBANISME ET À L'ARCHITECTURE DES QUARTIERS

**Le bailleur AB Habitat, la ville d'Argenteuil et le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement du Val d'Oise (CAUE 95) redéploient, depuis octobre 2018, le projet Archichouette, un espace de sensibilisation à la ville s'appuyant sur l'expression artistique pour éveiller les habitants du quartier Allende-Braque, et plus particulièrement les enfants, à leur cadre de vie.**

*Comprendre et faire la ville relève trop souvent de compétences de spécialistes, or la ville devrait s'apprendre dès le plus jeune âge, explique Charlotte Luthringer, architecte-conseiller développant des actions de sensibilisation à l'architecture et l'urbanisme au CAUE 95. De ce constat est né Archichouette, un projet tri-partenarial mené conjointement par le bailleur social AB Habitat, la Maison de quartier (MDQ) municipale du centre-ville d'Argenteuil et le CAUE 95. Entre octobre 2018 et juin 2019, 3 stages de 4 jours ont été proposés pendant les vacances scolaires à des enfants du quartier de 8 à 12 ans, volontaires et majoritairement habitants des résidences Allende et Braque appartenant à AB Habitat. Ces stages visent la transmission culturelle de l'architecture et de la ville auprès du jeune public, ainsi qu'une meilleure compréhension du cadre de vie par les habitants, pour leur permettre d'en devenir davantage des acteurs.*

### **L'art et le sensible comme levier de compréhension de son territoire**

*Afin d'éveiller l'intérêt du jeune public à l'architecture et l'urbanisme et de lui donner des clés de lecture et de compréhension de son cadre de ville, le projet Archichouette s'est déployé autour de l'esplanade Allende et du quartier environnant. C'est un espace éducatif, ludique et créatif qui est ouvert aux enfants et où l'on s'appuie sur une approche sensible et artistique pour observer, appréhender et rêver son quartier, résume Charlotte Luthringer. Ce laboratoire d'idées permet au jeune public d'expérimenter différentes approches et outils qui évoluent au fil des stages. Le premier, mené en octobre 2018, « Mon quartier, il est comment ? », s'est traduit par une découverte sensible du quartier puis des outils de l'architecte et enfin par la réalisation d'une fresque et de photomontages pour imaginer le quartier en couleur. Le second, en février 2019, « La maquette, c'est Archichouette » a été consacré à la réalisation d'une maquette géante du quartier, où ce dernier a été complètement réinventé par les enfants. Enfin, le troisième et dernier, mené en avril « Chut, la place Allende dort à poing fermé ! » a été l'occasion d'expérimenter des aménagements éphémères sur l'esplanade. Après ces 3 jours d'ateliers, chaque stage se termine par*

une quatrième journée dédiée à une visite de site ou d'exposition en lien avec le sujet (les Grands Voisins sur le site d'un ancien hôpital, une exposition à Pompidou...).

### **Un projet initié en 2009 et renouvelé en 2018 grâce à un partenariat entre 3 acteurs**

C'est grâce à un partenariat fructueux entre 3 acteurs complémentaires qu'a pu revoir le jour ce projet, co-porté par le bailleur social et la ville et animé par le CAUE. *Monter un atelier d'initiation à l'architecture et à l'urbanisme est à l'origine une idée de Céline Desquet, agent de développement local à la ville d'Argenteuil, indique Charlotte Luthringer. Le CAUE a été associé dès la rédaction du projet, pour travailler sa conception et son animation et l'investissement du bailleur s'est renforcé dans cette seconde édition, précise-t-elle.*

En effet, une première édition d'Archichouette avait vu le jour de 2009 à 2011, avant la réhabilitation du quartier Allende. Aujourd'hui, le projet est véritablement intégré dans la politique de développement social urbain du bailleur et est financé par ce dernier dans le cadre de l'abattement de la TFPB (abattement fiscal dont bénéficient les bailleurs ayant du patrimoine en quartiers prioritaires de la Politique de la ville). En 2009, AB Habitat intervenait seulement via le prêt du local. Ce projet s'inscrit également dans les orientations de la Gestion urbaine et sociale de proximité (GUSP) de la ville d'Argenteuil. La MDQ porte ce projet qui s'inscrit dans une programmation plus large sur ces sujets, y compris pour le public adulte. Elle assure également la communication, les inscriptions aux stages et finance le matériel.

### **Redonner une place d'expert aux habitants**

En développant une culture architecturale et urbaine partagée, l'une des ambitions affichée est de « redonner une place d'experts aux habitants », en leur montrant qu'ils n'ont pas besoin d'être des spécialistes pour s'intéresser et participer. Les adultes ne sont d'ailleurs pas écartés du projet : un lien se crée avec les parents au cours du projet. Ils emmènent leurs enfants le matin, voient les réalisations le soir, accompagnent les sorties, et parfois même donnent un coup de main. Le cycle de stages s'est clôturé par un temps de restitution en juin 2019 sur l'esplanade, avec des installations artistiques, une exposition, des jeux, des ateliers... pour donner à voir plus largement les réalisations aux habitants du quartier.

*La première édition n'avait pas permis, malheureusement, d'associer réellement les enfants à la réhabilitation du quartier en influençant cette dernière, mais si le projet perdure, cela pourrait évoluer, indique Charlotte Luthringer. Sur l'année scolaire 2018-2019, 60% des enfants ont participé aux 3 stages, preuve d'une véritable adhésion à la démarche. Par la suite, on aimerait avoir des enfants ambassadeurs, qui soient impliqués dans les réunions au côté de l'équipe projet, donnent leur avis et le défendent, conclut Charlotte Luthringer.*

---

#### **Contacts :**

**Charlotte Luthringer, architecte-conseiller - CAUE 95 : [charlotte.luthringer@cave95.org](mailto:charlotte.luthringer@cave95.org)**

**Céline Desquets, agent de développement local - ville d'Argenteuil : [celine.desquets@ville-argenteuil.fr](mailto:celine.desquets@ville-argenteuil.fr)**

---

**Est Val d'Oise**

## **COOPÉRATIVE D'ACTEURS NUTRITION : DE LA COMPRÉHENSION DES HABITUDES ALIMENTAIRES À LA COCONSTRUCTION D' ACTIONS AVEC ET POUR LES HABITANTS**

Initiées dans le cadre du Plan régional de santé d'Ile de France 2018-2022 (PRS2), les coopératives d'acteurs santé sont des interventions en promotion de la santé qui s'articulent en complémentarité avec les dispositifs existants (Contrat local de santé - CLS, Conseil local de santé mentale - CLSM, Atelier santé ville - ASV...) sur des thématiques peu ou pas couvertes ou complexes à mettre en oeuvre au niveau local.

Inscrites dans une logique de parcours de santé globale - de l'accès aux droits à l'accès aux soins -, les coopératives sont animées et coordonnées par les délégations départementales de l'Agence Régionale de Santé. Co-construites avec l'ensemble des acteurs locaux concernés, elles intègrent la participation active des habitants-usagers-citoyens et visent au maillage des acteurs et actions de proximité à des échelles intercommunales.

### **Genèse de la coopérative et des focus group habitants**

La coopérative d'acteurs Est Val d'Oise dédiée à la nutrition est issue de la volonté d'un consortium d'une vingtaine de partenaires locaux des 5 collectivités (Gonesse, Garges-lès-Gonesse, Goussainville, Sarcelles et Villiers-le-Bel) d'investir cette thématique en 2018, compte tenu de la prévalence élevée d'indicateurs négatifs localisés. Par ailleurs, face aux difficultés d'impliquer les parents d'enfants bénéficiant d'actions de la coopérative, alors même que cela est recommandé pour un meilleur impact des actions, la coopérative a mandaté le Pôle ressources afin de recueillir la parole desdits parents, de mars à octobre 2019. Ce recueil a pris place sous la forme de « Focus Group », dédiés aux représentations liées à l'alimentation, nutrition et activité physique au sein de leur foyer, puis à l'exploration de pistes d'actions potentielles vers lesquelles s'orienter. Au total, 12 structures se sont mobilisées (villes, écoles, centres sociaux, parents relais, maisons de quartiers, épicerie sociale) - pour constituer 8 groupes de parents représentant un panel final de 87 habitants. A partir des questions induites par les hypothèses de la coopérative, une grille d'entretien s'est dessinée. A chaque groupe, le même protocole : un entretien semi-directif sur 6 thématiques (alimentation, approvisionnement, restauration collective et école, jardinage, activité physique, information/ communication) et un brainstorming collectif pour l'émergence d'idées et la formulation d'actions pouvant être mises en place pour répondre aux problématiques repérées.



## **Illustration de la thématique 1 : « Habitudes alimentaires parents/ enfants »**

Les enfants n'apprécient pas certains types d'aliments et sont souvent sujets à des « fringales », qui s'accroissent en périodes de pré-adolescence et d'adolescence. La surreprésentation des fast-foods dans leur espace de vie oriente leurs habitudes et aspirations alimentaires. Ils convoitent la nourriture à emporter « vite avalée », plébiscitent la viande « facile à mâcher », sans graisse apparente, et enfin, privilégient les légumes et féculents « blancs ». Les parents, qui, en majorité, cuisinent à la maison, rusent quotidiennement pour intégrer une diversité nutritionnelle dans les assiettes et y introduire les aliments rejetés (gratins, soupes, assiettes décorées...), se retrouvant souvent à court d'idées et de temps. Le week-end semble donc un moment privilégié pour des repas d'abondance et conviviaux. Néanmoins, les repas traditionnels des parents ne faisant pas toujours l'unanimité, d'autres menus peuvent s'y juxtaposer pour être plus adaptés aux goûts des enfants. Les sorties aux restaurants, quant à elles, (fast-food ou grandes chaînes franchisées) sont souvent perçues comme des récompenses. Enfin, le petit déjeuner et le goûter sont rarement vus comme des temps nutritifs à part entière. En ce qui concerne le petit déjeuner, les contenus sont disparates, plutôt orientés vers le sucré, les enfants auraient tendance à le négliger au profit de leur sommeil. Quant au goûter, la consommation hypercalorique en sortie d'école, dans la rue ou emporté dans les activités périscolaires a été évoquée et semble un fléau assez répandu. Le souci d'une alimentation équilibrée arriverait plutôt à l'âge adulte, en lien avec celui de l'entretien physique.

### **Plus de 25 recommandations et une suite à (co)écrire**

Au fil des 7 thématiques, un certain nombre de constats ont ainsi été dressés à partir desquels 25 recommandations d'actions ont émergé. Une synthèse des résultats a été présentée aux parents et partenaires en octobre dernier, et un livrable détaillé de 50 pages a été remis aux membres de la coopérative. Parmi les propositions d'actions, 4 éléments sont transverses : coconstruire avec les habitants (1) ; actions infra-communales et interservices (cantine, sport, aménagement...) (2) ; en lien avec les communes et l'Éducation nationale (3) ; agir sur l'offre de proximité (4). Les idées ne manquent pas : Défi top chef « kebab équilibré », semaine zéro déchets, activités sportives intergénérationnelles...

Les focus group habitants se réuniront à nouveau début janvier 2020 pour plancher sur la suite. Le défi est de taille, car il s'agit de sélectionner 1 à 3 actions qui seront co-construites et mises en place avec les parents et les partenaires de proximité à l'horizon de septembre 2020. Concernant les autres recommandations, il appartiendra au comité de pilotage et à la maîtrise d'ouvrage de se positionner pour porter la voix des habitants (qualité de l'offre commerciale, restauration collective, rapprochements pédagogiques - école, périscolaires, partenaires de proximité et collectivités...).

En cela, les Cités éducatives, qui se développent par ailleurs sur le territoire, peuvent constituer un excellent levier d'action.

---

#### **Contact :**

**Dorra Belaïd, chargée de mission prévention et promotion de la santé - ARS95 :**  
**dorra.belaid@ars.sante.fr**

---

# Pôle Ressources

---

Ville et développement social

## CONTACT

Pôle ressources ville et développement social  
39 rue des Bussys - 95600 Eaubonne

01 34 05 17 17  
poleressources.95@wanadoo.fr

[www.poleressources95.org](http://www.poleressources95.org)

Avec le soutien de :

